

VIII. Jodenvervolging - Persécution des Juifs

LIEVEN SAERENS

Rachel, Jacob, Paul et les autres – Une histoire des Juifs à Bruxelles

Bruxelles, Mardaga, 2014, 272 p.

Rachel, Jacob, Paul et les autres dresse un portrait nuancé de la population juive en suivant 25 familles de leur immigration en Belgique jusque dans l'après-guerre.

L'accent est porté sur la composition de la population juive de la capitale, sorte de *Yiddishland* recomposé. L'auteur aborde les causes multiples de cette immigration, de la situation économique catastrophique dans le pays d'origine aux pogroms. Il dépeint la diversité sociale de ces immigrés. Quelques familles bourgeoises et aisées s'assimilent rapidement à la société belge. Mais la majorité des Juifs sont des prolétaires, surtout actifs dans la confection ou la maroquinerie. Par conséquent, la plupart adhèrent aux idéologies de gauche : socialisme, sionisme de gauche, communisme.

La crise du début des années 30 envenime la coexistence des Juifs et des "Goys". Les Juifs étrangers sont souvent contraints d'exercer leur gagne-pain dans l'illégalité. L'afflux de réfugiés du *Reich* complique encore cette situation. L'antisémitisme s'exprime de plus en plus ouvertement. Des organisations antisémites se créent dans la capitale, mais, comme le souligne l'auteur, elles ne susciteront jamais autant d'engouement qu'à Anvers. Pas même lorsque les nazis occuperont le pays.

Le 10 mai 1940, les troupes allemandes envahissent la Belgique. Les réactions des Juifs ne diffèrent pas de celles des Belges : nombreux sont ceux qui choisissent la fuite, avec plus ou moins de succès. Quelques-uns s'en vont renforcer les armées alliées.

Dans "la ville occupée", Lieven Saerens dresse un tableau général des deux premières années d'occupation, reprenant plusieurs sujets déjà étudiés en profondeur (les ordonnances anti-juives, l'organisation de la solution finale, le rôle controversé de l'Association des Juifs en Belgique (AJB), le rôle du collaborateur Pierre Beeckmans et de sa Centrale anti-juive de Flandre et de Wallonie...) sans y apporter de nouveaux éléments.

Une fois les Juifs exclus de la société, leur déportation peut commencer. Le camp de rassemblement est établi dans la caserne Dossin, à Malines. Le fonctionnement du camp est brièvement évoqué. Si les premiers déportés se sont présentés à Dossin, cet épisode ne retient pas l'attention de l'auteur, qui s'attache à deux de ses sujets de prédilection : les chasseurs de Juifs, dont le célèbre Jacques, et les rafles. Lieven Saerens souligne le fait que ces dénonciateurs juifs sont un phénomène bruxellois, puisqu'à Anvers, leur aide est superflue. Il s'agit de membres de la *DeVlag*, de la Défense du Peuple ou de Rex. Si, contrairement aux Flamands traqueurs de Juifs à Anvers, les Rexistes n'étaient généralement pas des militants antisémites avant la guerre, ils sont plus nombreux à avoir un passé judiciaire. Ils semblent aussi bien moins efficaces et plus corruptibles, ciblant particulièrement les Juifs fortunés et leur extorquant des fonds.

Les arrestations ne se passent pas toujours sans incident. Les Juifs tentent de s'enfuir voire de résister. Suit un catalogue des divers cas de figure d'arrestations, entre l'été 1942 et l'été 1944 : au domicile légal ou clandestin, sur dénonciation, lors d'une tentative de passer la frontière, par des SS ou d'autres corps policiers allemands, avec ou sans l'aide de délateurs...

Mais les chasseurs de Juifs à Bruxelles ne suscitent aucune sympathie chez la population ni les autorités. C'est une ville indocile qui se dresse contre eux et contre l'occupant.

Dès la promulgation de la première ordonnance anti-juive, les réactions de protestation ou de refus se succèdent. L'Université libre de Bruxelles rechigne à se séparer de ses enseignants juifs. En novembre 1941, elle ferme ses portes par refus d'autres mesures édictées par l'occupant. Le parquet de Bruxelles, invoquant la Constitution belge et la Convention de La Haye, s'insurge contre l'exclusion des avocats juifs. Quant aux administrations de la capitale, elles ont établi un Registre des Juifs sans sourciller, ont contrôlé les commerces juifs, ont démis les fonctionnaires juifs, comme partout ailleurs dans le pays. L'instauration du Registre des Juifs se fait dans une certaine confusion, les décisions des échevins et bourgmestres se contredisant. Si Jette tient ce recensement avec zèle, les autres communes font plutôt de l'obstruction. Les autorités policières bruxelloises refuseront d'arrêter quiconque, soit-il juif, sur ordre de l'occupant. Les Allemands, mécontents, ne réagissent cependant pas à cette insubordination. L'auteur dresse la liste d'actes de résistance aux exigences de

l'occupant. Le refus le plus symbolique concerne la distribution de l'étoile jaune à l'été 42. Cette dernière décision est d'autant plus remarquable qu'elle émane du bourgmestre ff. Jules Coelst, qui ne nourrit aucune sympathie pour les Juifs, surtout étrangers. Cette opposition persiste lorsqu'en septembre 1942, l'occupant sollicite la police belge pour mener la grande rafle des Juifs de la capitale. Parallèlement, des réseaux d'aide aux Juifs se mettent en place, fournissant des cachettes, des identités clandestines ou un soutien financier.

Les Juifs arrêtés sont amenés au camp de rassemblement de Malines, d'où ils sont déportés.

Dans cette période où les trains vers Auschwitz-Birkenau se succèdent, Lieven Saerens relate l'attitude xénophobe des dirigeants de l'AJB vis-à-vis des Juifs étrangers. Il évoque aussi les démarches tentées auprès des autorités allemandes et belges. Il fait le point sur le rôle de la reine Élisabeth qui intervient pour des Juifs de nationalité belge ou des Juifs relevant de catégories particulières, tels que le futur prix Nobel Ilya Prigogine. Mais elle n'est pour rien dans la libération en juin 1943 de quelque 300 Juifs belges du camp de Malines.

L'aide et la résistance s'organisent dans la capitale. Le Comité de Défense des Juifs est créé à Bruxelles sur initiative de Ghert Jospa, communiste juif. Le CDJ rassemble en une organisation des Juifs et des non-juifs de toutes tendances politiques, y compris des membres de l'AJB. Le sauvetage des enfants est l'activité principale du CDJ. L'Œuvre nationale de l'Enfance, dirigée par Yvonne

Nevejean, la Jeunesse ouvrière chrétienne et certains prêtres y contribuent activement. Le CDJ reçoit le soutien financier de certaines banques, du Secours d'Hiver, du ministère de la Justice et d'organisations juives à l'étranger.

La résistance à Bruxelles s'exprime aussi par les armes. Le Corps de Bruxelles des Partisans armés, composé principalement de militants communistes juifs, paie un lourd tribut à l'occupant : nombre de ses membres sont exécutés (Henri Dobrzynski) ou déportés (Paul Halter) par les nazis. Le Corps bruxellois édite son journal clandestin en *yiddish*, comme le font aussi les résistants de la gauche sioniste.

Au contraire d'Anvers, des réseaux organisés sont actifs dans la capitale et mènent des attentats contre des membres de l'AJB, des collaborateurs belges, des traîtres juifs, et plus tard, contre des officiers allemands. Ils enlèvent notamment un groupe de fillettes juives dans un couvent d'Anderlecht, avant que le traître Jacques ne puisse s'en emparer. C'est aussi à Bruxelles que s'organise l'attaque du XX^e convoi.

Évidemment, comme la collaboration, la résistance, est le fait d'une minorité de la population. Mais dans l'ensemble, les Bruxellois se montrent plutôt bienveillants vis-à-vis des Juifs. Des policiers, des relations d'affaires, des cafetiers, des voisins, des passants... posent des actes, plus ou moins risqués, pour soustraire les Juifs à l'arrestation. Dans les profils des "sauveurs" que recense Lieven Saerens, on retrouve plusieurs sympathisants d'Ordre nouveau, voire des antisémites convaincus, qui se sentent surtout patriotes et, à ce titre, prêtent assistance aux Juifs. Ces derniers, conscients du danger, quittent souvent Bruxelles et s'éparpillent dans le pays...

Après la libération de Bruxelles, la répression contre les collaborateurs débute alors que les déportés reviennent au compte-gouttes. L'auteur fait remarquer qu'aucun des chasseurs de Juifs n'est condamné à mort. Les survivants juifs sont trop peu nombreux pour témoigner. Leur priorité est de se reconstruire. Des associations se créent pour leur venir en aide, dans lesquelles on retrouve des figures de la résistance juive. Lieven Saerens dresse un état de l'après-guerre en évoquant les parcours très éclatés des familles : les soucis économiques et professionnels, la récupération des enfants cachés, les études, le militantisme, l'émigration...

Vient enfin le temps du souvenir et de la reconnaissance. Dans ce dernier chapitre, l'auteur relate l'évolution des recherches historiques, de la prise de conscience et de la mémoire de la *Shoah*.

Le choix de l'auteur est de se servir de la "petite histoire" – les parcours individuels émaillés d'extraits de témoignages, mettant l'accent sur l'aspect humain – pour retracer la grande Histoire. Il établit indubitablement la particularité de Bruxelles.

Cette démarche exige cependant du lecteur l'effort de recomposer les parcours familiaux et individuels, qui sont dispersés, par bribes, tout au long de l'ouvrage. Ce qui l'empêche parfois d'avoir une vue d'ensemble.

Cette vulgarisation constitue cependant une bonne entrée en matière destinée au grand public et une synthèse historique correcte et facile d'accès sur l'histoire de la population juive bruxelloise. Lieven Saerens, auteur du remarquable *Étranger dans la cité. Anvers et ses Juifs (1880-1944)*, expose ici les résultats

de ses propres recherches et y intègre des thèses et des biographies déjà développées par d'autres chercheurs.

L'historien, quant à lui, ne complètera pas fondamentalement ses connaissances et regrettera surtout l'absence des notes en bas de page. Mais rappelons à cet égard que ce livre est une commande des autorités de la Ville de Bruxelles et que les spécialistes de l'histoire juive ne sont pas le premier public visé.

Laurence Schram